

Thème 3 Les organisations et la société

Chapitre 13 Quels enjeux éthiques dans l'activité des organisations ?

Corrigé



Objectif de la séance

- Distinguer les enjeux éthiques de l'activité d'une organisation et d'une entreprise.



Mots-clés :

- **Démocratie participative** : elle désigne l'ensemble des procédures, instruments et dispositifs qui favorisent l'implication directe des citoyens dans la gouvernance. Elle peut prendre plusieurs formes, selon le degré d'implication des citoyens.
- **Déontologie** : elle renvoie à l'étude des devoirs et de ce qu'il convient de réaliser dans l'exercice d'une profession. Le Code de déontologie spécifie les bonnes et les mauvaises pratiques.
- **Discrimination** : elle consiste à distinguer une personne ou un groupe des autres, et à lui appliquer un traitement spécifique, sans lien objectif (discrimination par l'âge, l'état de santé, le sexe, l'origine).
- **Éthique** : c'est une branche de la philosophie. Elle se préoccupe des principes propres à guider les choix humains en définissant des différences entre les bons et les mauvais comportements dans le cadre général de leur vie sociale.
- **Éthique des affaires** : elle se préoccupe des principes séparant les bons des mauvais comportements dans le cadre spécifique de la vie des organisations.
- **Information économique et financière** : elle est au cœur du bon fonctionnement des marchés financiers au travers de la production et la communication des comptes et des principales informations financières des entreprises.
- **Mécénat** : soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.
- **Normes comptables** : ce sont toutes les règles qui définissent la gestion de la comptabilité d'une entreprise et qui améliorent la visibilité et la clarté de ses résultats.
- **Organisation civique** : organisation qui contribue à la vie de la collectivité par des actions de mécénat ou la mise en œuvre d'une démocratie participative.



A la fin de ce chapitre j'aurai acquis ...

Des connaissances	Des compétences
<ul style="list-style-type: none"> - Ethique et déontologie - Ethique dans les affaires - Ethique dans les ONG - Principes de la normalisation comptable et information financière - Lutte contre les discriminations dans les relations de travail (égalité hommes & femmes) - Organisation civique : mécénat et démocratie participative 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les questions d'éthiques posées par l'activité des organisations - Repérer les moyens mises en œuvres pour plus d'éthique et de transparence - Repérer les engagements et les pratiques civiques des organisations

1. Les organisations manquent-elles d'éthique ?



Coup de pouce ! C'est quoi l'Ethique ?

L'éthique des affaires (ou *business ethics*) « regroupe l'ensemble des règles, des normes, des codes ou des principes qui orientent les comportements vers plus de moralité et de véracité dans chaque situation rencontrée » (Lewis, 1985). Cette théorie s'est développée aux États-Unis dans la première partie du xx^e siècle. Elle est née suite à la volonté de certains groupes de personnes de ne pas investir dans des entreprises qui produisent des biens dont ils ne souhaitent pas favoriser le développement (l'alcool, le tabac, etc.). Ce sont les prémices de l'ISR, l'Investissement socialement responsable¹. L'éthique des affaires répond donc à une logique utilitariste : refuser de faire du profit au détriment de ses valeurs [...]

www.canal-u.tv

1. Application au domaine de l'investissement financier de la notion de développement durable. L'ISR consiste à choisir un investissement qui prend en compte des données sociales et environnementales.

Green washing (ou écoblanchiment) : pratique consistant à utiliser abusivement d'un positionnement écologique afin de communiquer, en usant par exemple de publicités trompeuses, de labels « verts » non officiels.

Lobbying : ensemble d'actions exercées par une organisation ou un groupe de pression pour défendre ses intérêts face à des institutions ou individus pouvant prendre des décisions qui pourraient l'affecter.

Éthique : valeurs qui peuvent être appliquées personnellement ou professionnellement. On parle d'éthique professionnelle, des affaires, médicale, etc.

Déontologie : ensemble des règles et des devoirs qui régissent l'exercice d'une profession.

Document 1 : Le green-washing (ou éco blanchiment) dans les organisations



La chaîne Arte a diffusé en 2018 une enquête Starbucks sans filtre sur les dessous du succès de l'enseigne de café Starbucks.

Le documentaire révèle que « le commerce équitable que la compagnie affirme pratiquer » est un coup de « bluff », aussi appelé « *greenwashing* » – le fait de laver son image avec de fausses démarches écologiques ou équitables. « Starbucks s'impose aujourd'hui comme le premier acheteur de café certifié commerce équitable au monde », peut-on lire sur leur site Internet. Pourtant, l'équipe [de tournage] s'est rendue au Mexique pour rencontrer des producteurs de café d'une petite coopérative du Chiapas avec qui la firme travaille. Devant la caméra, ils racontent la déconvenue de leur « partenariat » avec Starbucks quand « plusieurs intermédiaires avec des commissions au passage leur ont été imposés ». Loin de l'image idyllique présentée sur la vitrine du site. D'autant que l'entreprise jette chaque année quatre milliards de gobelets non recyclables en plastique recouverts d'une pellicule de papier.

Question 1 : Définissez le *greenwashing* à l'aide de la vidéo Après le "Greenwashing" place au "Devwashing"

Le *greenwashing* est le fait, pour une entreprise, de « laver son image » avec de fausses démarches écologiques ou équitables.

Question 2 : Précisez pourquoi le *greenwashing* correspond à un manque d'éthique.

Le *greenwashing* correspond à un manque d'éthique car il crée un décalage entre les actes de l'entreprise et son discours.

Question 3 : Montrez-en quoi cela nuit à l'image de marque de l'entreprise.

Lorsqu'il est avéré, le *greenwashing* nuit à l'image de marque de l'entreprise en altérant la relation de confiance entre l'entreprise et ses parties prenantes. Cela peut avoir des répercussions sur son chiffre d'affaires.

Document 2 : L'éthique des entreprises



Question 4 : A l'aide de la vidéo sur l'histoire de Veja expliquez pourquoi les pratiques de Veja respectent des principes éthiques.

Elles respectent des principes éthiques car elles sont responsables. Sur le plan social : salaires des ouvriers brésiliens supérieurs à ce qui est habituellement pratiqué dans le secteur ; sur le plan environnemental : utilisation de coton bio et équitable.

Question 5 : Proposez une définition de l'éthique.

L'éthique est un ensemble de principes moraux que les organisations appliquent à leur conduite.

Document 3 : L'éthique des organisations non gouvernementales

Amnesty international est une organisation non gouvernementale internationale. Depuis sa création, elle agit pour la défense des droits humains. Sur son site Internet, cette organisation propose à la vente des produits issus du commerce équitable, qui favorisent le développement de projets sociaux des populations les plus démunies et préservent l'environnement : café, miel, agendas, tee-shirts, serviettes, crayons... Les bénéfices réalisés par la vente de tous les produits sont consacrés aux actions de l'organisation en faveur des droits humains à travers le monde.



Question 6 : Montrez que les produits proposés par Amnesty international sont éthiques.

Ce sont des produits responsables sur le plan social et environnemental, car ils sont issus du commerce équitable qui assure une juste rémunération des producteurs et préserve l'environnement.

Question 7 : A l'aide de la vidéo sur Amnesty international, expliquez pourquoi il est important qu'une organisation non gouvernementale respecte des principes éthiques.

C'est important, car l'objectif même d'une ONG est de promouvoir une société plus éthique. Dans le cas d'Amnesty international, son but est de promouvoir le respect des droits humains à travers le monde. À ce titre, on trouverait choquant qu'elle exploite des enfants pour fabriquer ses produits.

Document 4 : Les conséquences du manque d'éthique

Sur les 175 écoles publiques du premier degré visitées par les inspecteurs santé et sécurité au travail (ISST), 88 % sont susceptibles de présenter des risques pour la santé liés à la présence d'amiante. 70 % des collègues sont aussi concernés par des matériaux amiantés. Un rapport a été remis au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) du ministère de l'Éducation nationale au printemps dernier, alertant sur un « défaut de transparence préjudiciable à

l'appréciation et à l'évaluation du risque d'exposition passive à l'amiante ». Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, encore 15 millions de tonnes de matériaux contenant de l'amiante contaminent les bâtiments français. L'amiante est responsable de plus en plus de cancers spécifiques, pour lequel la médiane d'espérance de vie est établie à 13 mois après diagnostic.

Fbucher, 2020

Question 8 : Indiquez les conséquences de la présence d'amiante dans les bâtiments.
La présence d'amiante est préjudiciable à la santé, car elle peut entraîner des cancers.

Question 9 : Précisez pourquoi, dans ce cas, les organisations gouvernementales manquent d'éthique.
Les organisations gouvernementales manquent d'éthique car le rapport remis au CHSCT du ministère de l'Éducation nationale alertait sur un « défaut de transparence » qui a pu ralentir l'appréciation et l'évaluation du risque d'exposition passive à l'amiante.

Question 10 : Expliquez pourquoi les règles éthiques sont nécessaires dans les organisations.
Sans éthique, la confiance dans les organisations risque de s'amenuiser, voire de disparaître.

Faites le point sur les notions abordées sur Ma Synthèse de cours
A vous de jouer !

2. Comment les organisations luttent-elles contre les pratiques posant des questions d'éthique ?

Coup de pouce ! C'est quoi Le social washing ?

Le *social washing* consiste à masquer de mauvaises pratiques internes, managériales et de mauvaises conditions de travail, par exemple derrière des services aux salariés sur lesquels l'entreprise communique sans pour autant adopter une réelle démarche de prévention. Les mesures sont nombreuses et peuvent être classées en deux catégories :

- celles qui aident les collaborateurs à faire face à la pression ou aux difficultés psychologiques (thérapies comportementales, technique de relaxation, etc.),

- et celles qui facilitent la vie des salariés [...] : salles de gym, salles de sieste, crèches, conciergeries qui proposent un coiffeur sur le lieu de travail, des services de réservation, de pressing, serrurerie, etc.

De telles mesures traitent le symptôme (stress) et apportent un mieux-être limité et temporaire. Elles n'ont pas d'effet sur le risque en lui-même.

www.praevens.fr

Document 1 : La lutte contre les discriminations Femmes & Hommes



1944 : Ordonnance accordant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes.

1946 : Principe de l'égalité entre femmes et hommes inscrit dans la Constitution.

1972 : Principe de l'égalité de rémunération entre femmes et hommes inscrit dans la loi.

2014 : Loi du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

2018 :



Question 1 : Expliquez le message du doc. 1. Le dessin dénonce les discriminations faites aux femmes dans les entreprises : Pour réussir leurs carrières professionnelles, les femmes devraient ainsi renoncer à leurs familles.

Question 2 : Précisez le but poursuivi par l'entreprise à travers cette campagne de communication.
L'entreprise entend sensibiliser ses salariés, et sans doute plus particulièrement les cadres des ressources humaines qui sont en charge du recrutement et des avancements de carrières, aux discriminations à l'égard des femmes.

Document 2 : Une autre forme de lutte contre les pratiques non éthiques

Dans le cadre de son accord d'entreprise en faveur de l'emploi des personnes handicapées, BNP Paribas veut accroître ses prestations réalisées par les ESAT (établissement et service d'aide par le travail) qui emploient des personnes en situation de handicap.

L'entreprise Volvo a publié un guide dédié à la lutte contre l'homophobie au travail qu'elle diffuse auprès de ses salariés.

France Télévisions a inclus, dans l'ensemble de ses contrats de production, une « clause de diversité » qui exige que les équipes de tournage, d'écriture ou artistiques des sociétés de production reflètent la diversité de la société française.

Le groupe PSA a adhéré aux « Women's Empowerment Principles » des Nations unies. Cette charte s'engage en faveur de l'égalité, pour la lutte contre les discriminations de genre et pour la formation et le développement professionnel des femmes.

Question 3 : Complétez le tableau en précisant, pour les quatre entreprises, leurs actions et leurs objectifs.

	Actions menées	Objectifs
BNP Paribas	Partenariat avec un Esat	Intégrer les personnes en situation de handicap
France Télévisions	Clause de diversité dans les contrats de production	Recruter des personnes issues de la diversité
Volvo	Guide diffusé auprès de tous les salariés	Lutter contre l'homophobie
Groupe PSA	Charte « Women's Empowerment Principles »	Lutter contre les discriminations de genre au travail ; promouvoir l'égalité femmes-hommes

Document 3 : Le cas du mécénat

L'incendie de Notre-Dame de Paris va coûter très cher en restauration. François Pinault (homme d'affaires possédant par exemple Gucci ou Yves Saint Laurent) a ainsi promis de débloquer 100 millions d'euros pour participer à l'effort de reconstruction via le « Fonds Cathédrale de Paris ».

Ce type d'initiative s'appelle du mécénat : c'est un soutien financier ou matériel, sans contrepartie directe, apporté par une entreprise au profit d'une cause d'intérêt général (comme les œuvres caritatives ou culturelles). Le mécénat contribue au rayonnement de l'entreprise et lui permet une réduction fiscale de 60 % du montant du don.

Question 4 : Expliquez pourquoi cette initiative peut être qualifiée d'« initiative privée ». Elle émane d'un individu et non d'un organisme institutionnel (État, collectivité territoriale...).

Question 5 : Indiquez les avantages du mécénat pour chacune des parties.

Pour la partie qui reçoit un don, l'avantage est évident : elle bénéficie de moyens financiers pour mener à bien sa cause, son projet. La partie qui fait le don, elle, bénéficie d'une image positive et engagée auprès des consommateurs, entre autres, ainsi que d'une réduction fiscale.

Document 4 : La démocratie participative au sein d'une coopérative autogérée

Le Court-Circuit est une SCOP autogérée. Ce bar-restaurant lyonnais s'approvisionne auprès de producteurs locaux et en général bio. Héloïse est salariée-associée et cogérante du Court-Circuit depuis plus de trois ans.

Pour commencer, pouvez-vous expliquer ce qu'est une SCOP ? Une SCOP est une société commerciale qui se distingue des sociétés classiques par une détention majoritaire du capital et du pouvoir de décision par les salariés. Au Court-Circuit, nous sommes une SCOP autogérée : en plus d'être une SCOP, il n'y a pas de hiérarchie au sein de notre entreprise.

Comment les décisions sont-elles prises dans la coopérative ? Pour prendre les décisions, les salariés-associés sont répartis en groupes, qui ont chacun une

spécialité : aspect économique et financier, ressources humaines et organisation des événements culturels. Il n'y a pas vraiment de vote formel pour prendre les décisions : nous discutons, débattons et aboutissons à une solution qui convient à tous. Nous informons ensuite l'ensemble des salariés associés des décisions qui ont été prises en groupe de travail.

Pour vous, quelle est la différence entre le travail dans cette entreprise et le travail dans une entreprise « classique » ? J'aime le fait de pouvoir directement influencer l'entreprise. Pour moi, c'est logique que ce soient les personnes qui travaillent dans l'entreprise qui organisent le travail.

Foucher, 2020

Question 6 : A l'aide de la vidéo « une Scoop c'est quoi ? », indiquez pourquoi le Court-Circuit, dans son fonctionnement, tient compte des évolutions des comportements de certaines parties prenantes.

Le Court-Circuit tient compte des évolutions des comportements de certaines parties prenantes, car les modes de consommation évoluent, et certains consommateurs souhaitent consommer davantage de produits locaux issus de l'agriculture biologique.

Question 7 : Proposez une définition de la démocratie participative dans les organisations.

La démocratie participative est mise en œuvre dans les organisations lorsque les salariés sont associés à la prise de décision.

Question 8 : Expliquez comment la démocratie participative est mise en place au Court-Circuit.

Pour prendre les décisions, les salariés-associés sont répartis en groupes spécialisés qui discutent, débattent et décident d'une solution qui convienne à tous. Ils informent ensuite l'ensemble des salariés associés des décisions qui ont été prises en groupe de travail.

 Coup de pouce !

<ul style="list-style-type: none">• Une organisation civique est une organisation qui contribue à la vie de la collectivité par des actions de mécénat ou la mise en œuvre d'une démocratie participative.• Le mécénat se définit comme le soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.	<p>La démocratie participative désigne l'ensemble des procédures, instruments et dispositifs qui favorisent l'implication directe des citoyens dans la gouvernance. Elle peut prendre plusieurs formes, selon le degré d'implication des citoyens (consultation, concertation, co-élaboration).</p>	<ul style="list-style-type: none">• L'information économique et financière est au cœur du bon fonctionnement des marchés financiers au travers de la production et la communication des comptes et des principales informations financières des entreprises.• Les normes comptables sont toutes les règles qui définissent la gestion de la comptabilité d'une entreprise et qui améliorent la visibilité et la clarté de ses résultats.
--	--	---

Faites le point sur les notions abordées sur Ma Synthèse de cours
A vous de jouer !

3. Comment les organisations assurent-elles la transparence de leur activité ?

Document 1: La nécessité d'assurer une transparence des activités

C'est à la suite de nombreuses pratiques douteuses et d'affaires médiatiques que les organisations ont pris conscience qu'il était important d'adopter des règles qui assuraient davantage de transparence dans leurs activités. Par exemple, en 2001, l'entreprise américaine Enron, spécialisée dans le gaz naturel et l'achat et revente d'électricité, fait faillite en raison de ses pertes sur le marché boursier de l'électricité, qui avaient été maquillées en bénéfices via des manipulations comptables.

Environ 20 000 salariés sont licenciés et des centaines de milliers de petits épargnants perdent leur retraite. À la suite de cette affaire, la loi Sarbanes-Oxley (dite « loi SOX ») a été adoptée aux États-Unis, pour imposer de nouvelles règles sur la comptabilité et la transparence financière. À partir de cette date, les pays ont adopté de plus en plus de règles pour que les organisations soient plus éthiques.

Foucher, 2020


Question 1 : Résumez l'affaire Enron. (Visualiser la vidéo sur l'affaire Enron)

Enron, entreprise spécialisée dans le gaz naturel et l'achat et la revente d'électricité, a fait faillite en 2001 en raison de ses pertes sur le marché boursier de l'électricité, qui avaient été maquillées en bénéfices, via des manipulations comptables. Environ 20 000 salariés ont été licenciés et des centaines de milliers de petits épargnants ont perdu leur retraite.

Question 2 : Expliquez pourquoi on peut dire que le comportement de l'entreprise Enron est à l'origine du développement de pratiques plus éthiques. (Vidéo La crise des subprimes expliquée)

C'est à la suite de cette affaire que la loi SOX, qui impose de nouvelles règles sur la comptabilité et la transparence financière, a été adoptée aux États-Unis. D'autres pays ont adopté à leur tour des règles pour que les organisations soient plus éthiques.

Document 2: Le respect des principes de normalisation comptable



Lors de son assemblée générale* du 25 avril 2019, le groupe Bouygues a approuvé les comptes annuels de l'entreprise, dont les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice 2018. Les comptes du groupe Bouygues ont été élaborés en respectant les normes comptables en vigueur, qui ont pour but d'améliorer les méthodes de tenue comptable et de faciliter la compréhension et le contrôle des comptabilités. Ces normes comptables sont édictées par l'Autorité des normes comptables (ANC) en France, et l'International Accounting Standards Board (IASB) sur le plan international. Les comptes annuels du groupe Bouygues ont également été vérifiés par un commissaire aux comptes. Ce professionnel extérieur à l'entreprise a pour mission de contrôler la sincérité et la régularité des comptes de l'entreprise. Il a un devoir légal d'indépendance vis-à-vis des sociétés qu'il contrôle, et ne peut exercer de fonctions qui porteraient atteinte à ce principe : il ne peut pas être, par exemple, salarié de la société qu'il contrôle.

*L'assemblée générale d'actionnaires, qui se tient tous les ans, a pour but d'informer les actionnaires sur la situation de la société et l'approbation des comptes.

Question 3 : Décrivez le rôle de l'Autorité des normes comptables.

L'ANC a pour but de mettre en place des règles que doivent respecter les personnes physiques ou morales soumises à l'obligation légale d'établir des documents comptables, afin que ceux-ci soient conformes à des normes.

Question 4 : Exposez l'intérêt de la normalisation comptable.

L'intérêt est d'améliorer les méthodes de tenue comptable, de faciliter la compréhension et le contrôle des comptabilités et d'améliorer les comparaisons entre les entreprises.

Question 5 : Expliquez pourquoi le commissaire aux comptes doit être indépendant par rapport à la société dont il contrôle les comptes. Le commissaire aux comptes doit être indépendant par rapport à la société dont il contrôle les comptes pour éviter les conflits d'intérêts : si le commissaire aux comptes était salarié de la société, il pourrait être tenté

Document 3: Le refus du travail des enfants dans un code de conduite chez H.M

<p>Extrait du Code de conduite de H&M 2. REFUS DU TRAVAIL DES ENFANTS [...] 2.1 Le travail des enfants H&M refuse le travail des enfants. Aucune personne ne doit être employée à un âge inférieur à 15 ans (ou à 14 ans lorsque la législation nationale l'autorise) ou inférieur à l'âge minimum légal pour travailler, si celui-ci est supérieur à 15 ans. L'entreprise doit donc prendre les mesures préventives nécessaires pour garantir qu'aucune personne au-dessous de l'âge légal pour travailler ne sera employée.</p>	<p>2.2 Les jeunes travailleurs Toutes les limitations légales sur l'emploi de personnes de moins de 18 ans doivent être respectées. En accord avec la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, nous adhérons au principe qu'une personne est un enfant jusqu'à l'âge de 18 ans. Nous reconnaissons le droit de chaque enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation, ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. [...]</p> <p>hm.com</p>
--	--

Question 6 : Expliquez ce que sont les codes de conduite des organisations.

Les codes de conduite des organisations sont des déclarations officielles des valeurs et des pratiques commerciales des entreprises. Ils sont adoptés dans le cadre de stratégies de développement durable et de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE).

Question 7 : Différenciez la déontologie (dont les codes de conduite font partie) de l'éthique.

La déontologie correspond aux textes qui énoncent les devoirs, les obligations et les responsabilités imposés à des professionnels dans l'exercice de leurs fonctions. L'éthique, c'est l'ensemble des principes moraux que les organisations appliquent à leur conduite.

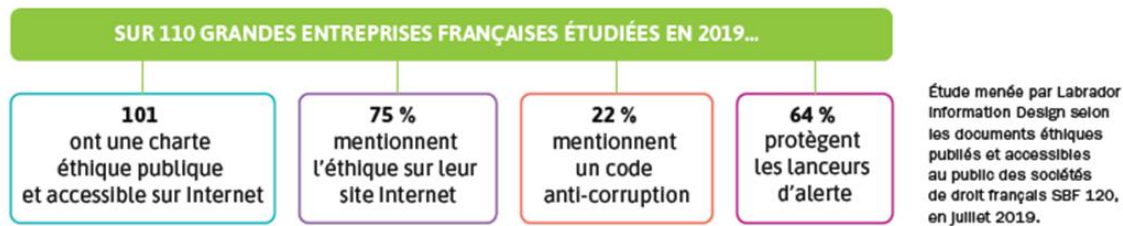
Question 8 : Indiquez comment l'entreprise H&M entend assurer la transparence de ses pratiques.

En mettant en place un code de conduite, dans lequel elle prohibe notamment le travail des enfants.

Question 9 : Relevez le paradoxe relatif au travail des enfants dans ce code de conduite.

Dans son code de conduite, l'entreprise H&M reconnaît qu'une personne est un enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, qui doit être protégé (article 2.2) ; mais elle embauche par ailleurs des enfants à partir de 15 ans, voire 14 ans, lorsque la législation nationale l'autorise (article 2.1).

Document 4: L'éthique et les grandes entreprises françaises



Question 10 : Expliquez l'intérêt pour une entreprise d'être perçue comme une entreprise éthique. C'est d'attirer les consommateurs qui seront sensibles à une image de marque respectueuse des principes de la RSE, et donc d'augmenter ses performances.

Question 11 : Indiquez pourquoi le fait d'adopter un code anti-corruption ou de protéger les lanceurs d'alerte correspondent à des pratiques éthiques. Cela permet de promouvoir des principes considérés comme justes d'un point de vue moral.

Question 12 : Précisez si, selon vous, l'éthique occupe la même place dans les grandes entreprises et dans les PME. Même si les PME n'ont pas les mêmes moyens financiers, l'éthique peut être perçue comme importante dans les deux types d'entreprises. Par ailleurs, si l'éthique peut être plus difficile à contrôler dans les grandes entreprises en raison de leur taille, elles disposent d'un budget plus important que les PME.

Faites le point sur les notions abordées sur Ma Synthèse de cours
A vous de jouer !

Chapitre 13 : Quels enjeux éthiques dans l'activité des organisations ?

MA SYNTHÈSE DE COURS

Indiquer les notions abordées dans ce chapitre :

1. Les organisations manquent-elles d'éthique ?

2. Comment les organisations luttent-elles contre les pratiques posant des questions d'éthique ?

3. Comment les organisations assurent-elles la transparence de leur activité ?